



La dette gouvernementale: un nouveau stade dans la crise financière mondiale

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 17 février 2010

[WSWS](#) 17 février 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Les soubresauts qui se sont manifestés sur les marchés financiers au cours de cette dernière semaine indiquent un nouveau stade de la crise financière mondiale fondé sur la crainte des cercles dirigeants que commencent de vastes luttes sociales au moment où les gouvernements tentent de payer le coût des renflouements de banques massifs par des coupes sans précédent dans l'emploi, les salaires et les services sociaux.

Dans son ouvrage *Les luttes de classe en France*, Karl Marx avait noté que « le crédit public repose sur la croyance que l'Etat se laisse exploiter par les loups-cerviers de la finance. » Au cours de ces 18 derniers mois, les loups-cerviers se sont gavés au fur et à mesure que des plans de sauvetage, octroyés par les gouvernements des principaux Etats capitalistes et s'élevant à quelque 30 pour cent de leur produit intérieur brut combiné, ont sauvé les banques, augmentant leurs profits et stimulant les marchés financiers.

Comme l'admettait dans un discours l'année dernière le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, « jamais dans le domaine de l'activité financière autant d'argent n'a été dû à autant de gens par si peu. »

Si les différents modèles de sauvetage et d'interventions impliquaient des opérations apparemment complexes ils étaient à la base très simples : des billions de dollars de dette ont simplement été rayés du bilan des banques et des institutions financières pour être transférés à l'Etat. Arrive maintenant la phase suivante - le remboursement de cette dette au moyen de coupes sombres dans les dépenses sociales et de réductions drastiques du niveau de vie de la classe ouvrière. Ce processus a débuté en Grèce avec l'annonce du gouvernement grec qu'il s'efforcera de réduire le déficit budgétaire en faisant passer son niveau actuel de 13 pour cent du PIB à 3 pour cent au cours des deux prochaines années.

Après l'acceptation de cette décision par l'Union européenne, les marchés n'ont d'abord pas connu de changement. Mais cela devait ne devait pas durer. Aux dires d'un commentateur financier, « la sensation de chaleur ressentie du fait de la décision prise par Bruxelles avait disparu » sitôt l'annonce de l'organisation en Grèce d'une grève générale le mois prochain pour protester contre les coupes.

Les ondes de choc qui se sont alors propagées sur les marchés financiers mondiaux reflètent deux préoccupations liées entre elles au sein des milieux gouvernementaux et financiers. La première préoccupation est que les événements ayant lieu en Grèce ne sont que la première manifestation d'une crise de l'endettement s'étendant à toute l'Europe et au-delà. La seconde est que la situation qui a prévalu ces 18 derniers mois, où les

gouvernements de par le monde ont rempli les exigences des banques et des marchés financiers sans intervention sérieuse de la classe ouvrière est sur le point de prendre fin.

Avec l'apparition de la crise grecque, l'attention s'était immédiatement tournée vers les autres membres de l'UE, l'Irlande, le Portugal, l'Italie et l'Espagne. La semaine passée les « couvertures de défaillance » sur la dette portugaise, évaluant le risque de défaut, ont connu une forte augmentation due à la crainte que le pays était en train de devenir ingouvernable et que « ce qui est en jeu est la crédibilité de l'Etat portugais. »

Les frais d'assurance contre le risque de défaillance de la dette espagnole ont également fait un bond après que le commentateur économique du *New York Times*, Paul Krugman, ait mis en garde que « le plus gros point névralgique n'[était] pas la Grèce mais l'Espagne. » Selon la société Barclays Capital, le passif extérieur net correspond à 87 pour cent du PIB pour la Grèce, 91 pour cent pour l'Espagne et 108 pour cent pour le Portugal.

Si la crise était limitée à la Grèce ou même aux soi-disant pays méditerranéens elle pourrait être contenue. Mais l'augmentation des déficits budgétaires est un phénomène universel. Le Fonds monétaire international (FMI) a prévu que le ratio de la dette publique au PIB des économies les plus avancées devrait passer à 115 pour cent d'ici 2014 contre 75 pour cent en 2007, un bond sans précédent en temps de paix, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étant les deux pays les plus durement touchés.

Jusqu'à l'UE a décidé de ne pas venir en aide à la Grèce, de crainte de créer un précédent pour le sauvetage de l'Irlande, du Portugal et même de l'Italie. Dans le même temps, l'UE a refusé une intervention du FMI parce que des sauvetages internationaux de pays individuels au sein de l'UE remettraient en question le système financier européen et la stabilité de l'euro. Reflétant la pression qui règne au sein de l'UE, une réunion ce week-end des ministres des Finances des pays du G7 a montré clairement que les autorités européennes « gèreraient » la crise grecque.

Mais l'attitude adoptée par l'UE a suscité des critiques comme quoi elle est en train de créer des problèmes encore plus grands. Dans un commentaire intitulé « L'Europe risque une autre dépression mondiale, » l'ancien économiste en chef du FMI, Simon Johnson, a écrit : « Que font les économies européennes plus fortes, notamment l'Allemagne et la France, pour contenir la crainte qui s'auto alimente que les pays les plus faibles de la zone euro pourraient ne pas être en mesure de rembourser leur dette — cette panique qui a fait grimper les taux d'intérêt et a vraiment rendu plus difficile le remboursement pour les gouvernements en difficulté ? Les Européens aux poches profondes ne font rien, sauf insister pour que tous les pays qui subissent des pressions réduisent rapidement leurs budgets et ce, d'une façon qui est probablement irréalisable politiquement. Ce genre d'austérité fiscale précipitée avait directement contribué au démarrage de la Grande Dépression dans les années 1930. »

Le début de ce nouveau stade de la crise financière mondiale soulève pour la population laborieuse des questions politiques décisives. Pour les élites dirigeantes tout dépendra de la mesure dans laquelle elles sont capables d'isoler, de briser et de réprimer les luttes de la classe ouvrière. Pour cela, elles comptent directement sur les directions social-démocrates et syndicales pour désamorcer l'opposition populaire aux coupes en la canalisant dans des directions nationalistes et avant tout en faisant obstacle au développement d'une perspective socialiste.

Le caractère même de la crise pose cependant la nécessité objective de l'unification de la classe ouvrière internationale sur la base d'un programme socialiste. Les interrelations complexes de la finance mondiale signifient qu'une crise dans une région est presque immédiatement transmise à l'ensemble du système. La crise des subprimes aux Etats-Unis avait déclenché la crise financière mondiale, à présent les défauts de remboursement en Europe menacent de l'approfondir.

C'est pourquoi, dans chaque pays, une lutte politique doit être lancée pour résoudre cette crise dans l'intérêt de la population laborieuse et de la société en général en exigeant l'expropriation de l'ensemble du système bancaire et financier et le placement de ses ressources sous contrôle démocratique public et international. Alors seulement, la mainmise de l'oligarchie financière sera brisée et la société reconstruite dans le but de satisfaire les besoins de l'humanité et non les profits des banques.

Article original, WSWWS, paru le 9 février 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Nick Beams](#), [WSWS](#), 2010

Articles Par : [Nick Beams](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca